

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 octobre 2017

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Procès verbal du conseil
communautaire du 26 juin 2017

- Original
 - Expédition certifiée conforme à
l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.100

Date de la convocation :
Le 03/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **20 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAOU, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Matthieu GILLI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 26 juin 2017.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 26 juin 2017.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 26 juin 2017.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 octobre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 26 JUIN 2017

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h00.

Le conseil communautaire s'est réuni le vingt-six juin deux mille dix-sept en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de M. Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, député-maire de la Ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU.

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Albert CALAMUSO, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Marie BENASSAYAG à Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS à Laurent COLLIN, Yves DAHAN à Marina LONVIS, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Bernard MONIER, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD, Nathalie DEPETRIS à Khéra BADAOU, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Eric PAUGET à Patrice COLOMB-PONTOIRE.

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Richard THIERY, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

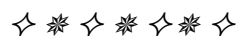
Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal du conseil communautaire du 27 mars 2017
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le bureau communautaire
3. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux
4. Remplacement de M. Michel MAZUET au sein de la commission des transports et organismes divers
5. Commission Environnement – Modification de la représentation de Villeneuve-Loubet
6. SPL théâtre communautaire d'Antibes – Convention de prestations intégrées
7. Syndicat mixte Sophia Antipolis – Adhésion de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins
8. Projet de Ligne nouvelle PACA et incidences sur les opérations d'aménagement des Clausonnes et du Figueiret
9. Espace rencontre Trait d'union – Exercice du droit de visite entre la CASA et le tribunal de grande instance de Grasse – Convention – Renouvellement
10. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Dispositif départemental d'orientation et de droit à l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active – Convention
11. Service de prévention jeunesse – Coopération renforcée avec la commune de La-Colle-sur-Loup – Convention-cadre
12. Service de prévention jeunesse – Coopération renforcée avec la commune de Saint-Paul-de-Vence – Convention-cadre
13. Plan climat énergie territorial Ouest 06 – Convention-cadre de partenariat – Avenant n°1
14. Plan climat énergie territorial – Déploiement du programme Rénover Plus – Convention de partenariat avec la chambre des métiers et de l'artisanat des Alpes-Maritimes
15. Qualité de l'air et plan climat énergie territorial – Convention de partenariat avec Air PACA
16. Sensibilisation à l'environnement – Convention de partenariat avec le Moulin d'Opio et l'AFIDOL
17. PACA Emergence – Convention de partenariat
18. Politique locale du commerce – Adhésion aux associations Institut pour la ville et le commerce, Centre-ville en mouvement et Club des managers de centre-ville
19. Mise en place de points relais dans les médiathèques communautaires – Convention de partenariat avec le réseau Canopé – Renouvellement
20. Etude de faisabilité pour l'amélioration des conditions de circulation et d'échanges tous modes confondus sur le territoire de la CASA – Constitution d'un groupement de commandes – CAO spécifique au groupement – Election du membre titulaire et de son suppléant représentants de la CASA
21. Agriculture - Projet BIOMEPIE du programme INTERREG - Convention de partenariat

22. Budget principal – Compte de gestion 2016
23. Budget principal – Compte administratif 2016
24. Budget principal – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017
25. Budget annexe de la régie des transports – Compte de gestion 2016
26. Budget annexe de la régie des transports – Compte administratif 2016
27. Budget annexe des télépépinières – Compte de gestion 2016
28. Budget annexe des télépépinières – Compte administratif 2016
29. Budget annexe des télépépinières – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017
30. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte de gestion 2016
31. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte administratif 2016
32. Budget annexe du théâtre communautaire – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017
33. Budget principal, budget annexe du théâtre communautaire et budget annexe des télépépinières – Affectation du résultat 2016
34. Budget annexe de la régie des transports – Affectation du résultat 2016
35. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Répartition 2017
36. Commission locale d'évaluation des transferts de charges – Création et composition
37. Ajustement du tableau des effectifs
38. Indemnités des élus communautaires – Actualisation
39. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation
40. Règlement des astreintes et indemnité d'intervention – Actualisation
41. Mutualisation Ville d'Antibes/CASA – Convention de mise à disposition partielle du directeur des ressources humaines de la CASA auprès de la Ville d'Antibes – Convention de mise en situation professionnelle du directeur des ressources humaines adjoint de la CASA auprès de la Ville d'Antibes
42. Présentation du plan de formation
43. Taux de promotion d'avancements
44. Amélioration de la vitesse commerciale du réseau Envibus – Création du titre de dépannage
45. Organisation des transports entre le département des Alpes-Maritimes et la CASA – Convention-cadre – Avenant n°2
46. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités transports des Alpes-Maritimes
47. Répartition des coûts de la ligne Icilà d'Envibus secteur Sophia Antipolis – Convention tripartite entre la CASA, la région PACA et la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins

- 48. Gamme tarifaire Envibus – Pass CFB – Année scolaire 2017-2018
- 49. Règlement intérieur des services de transport Envibus – Modification
- 50. Semaine des transports publics – Promotion des actions développées par la CASA
- 51. Régie autonome Envibus – Désignation du directeur – Modification
- 52. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets – Exercice 2016
- 53. Règlement intérieur des déchetteries communautaires – Modification
- 54. Réseau de santé précarité – Adhésion



ADMINISTRATION GENERALE

1. Procès-verbal du Conseil communautaire du 27 mars 2017

M. le Président – Je sou mets le procès-verbal à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le bureau communautaire

M. le Président – Je rappelle que toutes les décisions ont été prises à l'unanimité du bureau. Y a-t-il des interventions particulières ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

3. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux

M. le Président – Les associations représentatives au niveau local qui ont été désignées sont : Défense des consommateurs, Association des habitants du parc de Sophia, le Club des dirigeants, Trava et l'Association des Paralysés de France.

Les élus communautaires désignés sont : J. LEONETTI, JP. MAURIN, M. DAUNIS, D. BAGARIA, T. OCCELLI, E. MELE, S. AMAR, M. VIANO, M. MAZUET et M. BONNEAU.

La CCSPL a été saisie le 12 septembre 2016 sur les avis qu'elle a rendus et dont vous avez pu prendre connaissance. La commission consultative a également été saisie le 12 décembre 2016 sur le complexe aquatique dans la gestion de la compétence « tourisme ». Concernant le complexe aquatique, la présentation a été effectuée ; les débats se sont achevés avec un avis favorable. S'agissant de la création de l'office de tourisme communautaire, une présentation a également été effectuée ; les débats se sont achevés par le vote d'un avis favorable.

C'est un compte rendu, il n'y a pas de vote. Nous prenons acte.

- *Le Conseil Communautaire prend acte des travaux 2016 de la CCSPL.*

4. Remplacement de M. Michel MAZUET au sein de la commission transports et d'organismes divers

M. le Président – Sous le contrôle de Mme la Maire, nous vous proposons de remplacer Michel MAZUET par :

- Madame C. MAURY au sein de la commission Transports, du Conseil d'exploitation Envibus et du Comité directeur de sécurité des transports urbains
- P. CHAGNEAU comme représentant titulaire et Madame G. GIUNIPERO comme suppléante au sein du Comité Syndical du Symisa

- P. CHAGNEAU au sein de la Commission de suivi de la décharge du « Jas de Madame » en post-exploitation à Villeneuve-Loubet
- P. CHAGNEAU au sein de la CCSPL.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. Commission Environnement – Modification de la représentation de Villeneuve-Loubet

M. le Président – Il s'agit de désigner M. René TORTO comme représentant de la commune de Villeneuve-Loubet au sein de la commission Environnement. Nous prenons donc acte de ces modifications.

Ce sont des représentants des villes qui, pour des raisons diverses, ne peuvent plus assumer leurs fonctions. Ce sont les villes qui proposent leur remplacement que nous actons à l'intérieur du Conseil communautaire.

Y a-t-il des commentaires ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

6. SPL théâtre communautaire d'Antibes – Convention de prestations intégrées

M. le Président – Ces conventions de prestations intégrées ont été mises en place dans le contrôle de la gestion du théâtre communautaire d'Antibes dont le projet est joint en annexe et qui viennent à échéance. Cela nécessitait donc un renouvellement et un toilettage sous le contrôle du trésorier. Aussi, je vous demande de m'autoriser à signer la convention et de déléguer au bureau communautaire les décisions nécessaires ainsi que les passations des avenants présents à la convention.

Y a-t-il des interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

7. Syndicat mixte Sophia Antipolis – Adhésion de la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins

M. le Président – La Ville de Mougins est maintenant dans une communauté d'agglomérations. Elle ne peut plus y siéger en tant que Ville mais uniquement par le substitut de la communauté d'agglomération. C'est la raison pour laquelle nous adoptons l'adhésion de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins qui sera à son tour en charge de désigner des représentants. J'imagine qu'il y aura des représentants de la Ville de Mougins.

Cette délibération est soumise à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de N. DEPETRIS qui donne procuration à K. BADAoui.

8. Projet de Ligne nouvelle PACA et incidences sur les opérations d'aménagement des Clausonnes et du Fugueiret

M. le Président – Un plan, qui a été pratiqué en concertation avec l'Etat et un bureau d'urbanisme international, a défini la rééquilibration et l'organisation de Sophia 2020 et de Sophia 2030. L'élément structurant était le bus tram. Toutefois, à certains endroits – dont les Trois Moulins, Les Clausonnes, Le Fugueiret, Saint-Bernard et Saint-Philippe – des aménagements avaient été concertés et permettaient la boucle du bus tram pour la desserte de l'ensemble. Dans cette délibération, l'Etat mettait à la disposition de la communauté d'agglomération ses terrains – en particulier les terrains du Fugueiret sur le domaine de la commune de Valbonne – et ce, à condition qu'il y ait de l'habitat, de l'environnement, une desserte publique et que l'ensemble soit mis en œuvre dans le cadre de l'économie de Sophia Antipolis.

Le projet se développe dans ce sens. Puis, vient s'y rajouter un autre projet d'intérêt majeur s'agissant de la Ligne nouvelle. Dans un premier temps, on nous a expliqué que c'était la ligne littorale qui avait une troisième voie. Puis, dans un deuxième temps, on nous a expliqué qu'il y avait toujours une gare LGV à l'ouest du département et une gare à l'Est, mais que dans ces conditions, il devait y avoir non pas une troisième voie facilitant le passage en TER mais un passage par Sophia Antipolis. La première réunion de concertation a abouti à l'idée que la gare se trouverait au Fugueiret et avait comme conséquence 400 mètres de linéaire aérien qui barrait le village de Biot.

Je remercie l'ensemble des maires qui ont fait corps autour de ma proposition pour faire en sorte que ce projet n'aboutisse pas. On ne peut pas avancer comme argument que ce projet devait passer par le territoire valbonnais pour aboutir à une altération majeure de l'environnement du village de Biot. Le nouveau préfet a arrêté les décisions de la précédente concertation et les a considérées comme caduques. A notre demande, il a fait une nouvelle étude pour une gare TER recevant une desserte par des trains de la Ligne nouvelle et permettant – ce que nous avons voté ensemble – qu'il n'y ait pas d'impact sur l'environnement de nos villes et de nos villages. Ainsi, la direction territoriale a mis en évidence que si la gare de desserte TER était positionnée sous Les Clausonnes en sous-terrain, cela permettrait d'éviter de passer en aérien sur l'ensemble des villes et villages de la communauté d'agglomération. C'est l'élément positif.

Il existe un élément plus négatif. Le projet des Clausonnes – qui a été largement concerté, qui a obtenu un permis de construire et qui a purgé sa CDAC – est prêt à être mis en œuvre. Ce projet ne peut être arrêté que par une déclaration d'utilité publique qui aurait pu être mise en place par la SNCF ou par l'Etat.

Parallèlement, le préfet propose, dans un premier temps en tout cas, qu'il n'y ait que cinq hectares qui soient bâtis sur le Fugueiret pour préserver une partie de l'espace boisé. Dans ces conditions, la CASA va dans une première étape poser le siège de la Communauté d'agglomération. Les transferts seront terminés en 2020. Nous savons à peu près le volume que nous devons avoir pour bâtir. Puis, il s'agit à terme de faire la Cité des savoirs.

Je rappelle au passage que nous continuons à louer, même à un prix faible, les locaux de la Communauté d'agglomération. A un moment donné, il est plus utile et plus intelligent d'acheter puisque la Communauté d'agglomération va être pérenne avec des compétences élargies qui, à mon avis, ont un périmètre assez bien défini à partir de 2020. Le business pôle, qui est un des éléments moteurs de la CASA, doit être associé au siège de la Communauté d'agglomération. La Cité des savoirs verra ultérieurement le jour avec l'extension du site universitaire.

Concernant Les Clausonnes, nous pourrions certes pénaliser un aménageur privé. En même temps, cet aménageur privé pourrait modifier son projet. En tout cas, il nous paraît utile d'avoir une desserte de Sophia Antipolis. L'autre alternative, qui n'est pas la bienvenue, serait que Sophia Antipolis ne serait traversée que par des trains TER qui viendraient de Cannes et qui aboutiraient à Nice. A l'époque où j'étais encore parlementaire, nous avons écrit une lettre conjointe, avec M. le Sénateur Marc DAUNIS, pour saisir le préfet sur les objectifs.

Nous prenons acte de la décision de déclaration d'utilité publique que va prendre le préfet. Nous nous réjouissons qu'il n'y ait plus d'impact sur le village de Biot. Nous rappelons que cela ne peut pas mettre en cause le projet des Clausonnes qui a été murement réfléchi, sous prétexte que d'autres centres commerciaux se sont étendus de manière importante.

Enfin, nous avons demandé à ce que la DUP soit prise par l'Etat, ce qui sera fait, et que cette DUP ne concerne pas uniquement Les Clausonnes mais aussi Le Fugueiret. L'habitat que l'on devait mettre sur Le Fugueiret, si l'on en restreint l'implantation, pourrait se retrouver sur le site des Clausonnes. Par conséquent, nous aurons l'intérêt de loger des actifs à proximité d'une gare TER et d'un centre commercial, mais surtout, dans la boucle de desserte du bus tram qui continue à être mise en place.

Certes, la ZAC est différée du fait de la décision du préfet. Pour autant, nous avons un projet qui a perdu un certain nombre d'écueils importants, et en particulier, qui préserve la desserte de Sophia Antipolis par le TER et qui préserve aussi le village de Biot. Je me réjouis que l'on aille dans ce sens. Certes, la gare ne va pas être creusée pour demain matin. Toutefois, il y a une lettre ministérielle sous le gouvernement précédent qui vaut sur le projet. Puis, une décision du préfet, avec une lettre qui nous a été adressée, va dans le même sens.

Le débat est ouvert sur ce sujet majeur.

M. ETORE – Certes, je suis pour cette délibération. Néanmoins, je voudrais apporter une petite précision et même une petite précaution. Le directeur de SNCF réseau, que je rencontre bientôt, m'a dit que ce n'était pas tranché entre deux options : gare TGV à Sophia Antipolis ou gare TGV Cannes-la-Bocca et desserte TER Sophia Antipolis. Il faut être vigilant sur ce point de vue.

En tout cas à Valbonne, nous sommes farouchement contre une gare TGV qui ne ferait que renforcer la circulation sur le secteur nord d'Antibes, entrée de Sophia Antipolis, alors que nous avons actuellement des problèmes de desserte de Sophia Antipolis par les gens qui viennent. Une gare TER ferait sans doute baisser la circulation. Par contre, nous nous opposons farouchement à une gare TGV. Je demande une précision parce que même dans la lettre du ministre, ce n'est pas clair. Quand j'ai posé la question d'une étude de desserte de Sophia Antipolis, vous ne précisiez pas TGV ou TER. On m'a répondu qu'il y a deux options. Si l'on ne devait pas faire Cannes-la-Bocca, la gare des Clausonnes deviendrait gare TGV, ce qui nous poserait un gros problème.

Mme DEBRAS – Je remercie la solidarité communautaire qui nous a permis d'infléchir ce projet. Il ne faut pas baisser la pression. D'ailleurs, le collège des acteurs doit se réunir demain soir. Il faut bien protéger nos intérêts communaux. Il y a eu des avancées claires. M. le Préfet a également clarifié certaines de ses positions. Il faut maintenir la pression et continuer. En tout cas, merci à mes collègues maires pour le soutien que nous avons eu lors de ces difficultés rencontrées.

M. DAUNIS – Il est de notoriété publique qu'il existe trois questions majeures dans ce département : le logement, les déplacements et l'emploi. Chaque décision que nous prenons au nom de l'intérêt général, qui seul doit nous guider, doit pouvoir intégrer ces trois dimensions avec la protection de l'environnement et de notre cadre de vie, ce qui fait la spécificité de notre département.

Sur ces sujets, trouver les points d'équilibre n'est pas chose facile et demande la responsabilité des uns et des autres. Toute démagogie peut être portée sur quasiment n'importe quelle thématique que je viens de citer.

Trouver ces points d'équilibre demande à la fois de répondre aux besoins actuels mais aussi d'anticiper sur les besoins à venir. Nous pourrions nous draper, les uns et les autres, dans une conception de la politique à l'aune de notre propre vie politique qui consisterait à dire : nous n'en voulons pas, nous nous opposons, après nous le déluge... Cette situation est un déshonneur de la politique. En tout cas, cela n'a jamais correspondu à ce que je pense être profondément l'éthique de la politique.

Je suis extrêmement fier que nous ayons pu travailler, les uns et les autres, à la recherche d'une solution. Quelle est cette solution ? Premièrement, il s'agit de considérer que la première technopole d'Europe – de par son succès et sa résilience, et alors que nous ne sommes pas sortis d'une crise mondiale qui a été d'une violence extrême – ait un solde net de plus mille emplois par an sur les trois dernières années. Puis, nous avons pu faire face à la fermeture de Texas, Samsung, NVidia, etc. sans dommages majeurs pour le territoire même si nous ne pouvons pas en dire autant pour certaines personnes concernées par les licenciements. Malgré cela, le solde net de création d'emploi lié à la technopole est de plus mille emplois par an sur les trois dernières années. Pardonnez-moi, cela ne vient pas tout seul. Il y a une expression populaire qui dit : « Ça ne se trouve pas sous les sabots d'un cheval ». Cela démontre que nous sommes capables de faire notre travail d'élus – nous en sommes fiers – et d'anticiper en accompagnant les entrepreneurs et le territoire dans son nécessaire développement.

Le président a rappelé le business pôle. Nous sommes au cœur de l'existence même de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour trouver les bons équilibres dans notre projet de ville-pays. Nous avons su, ces dernières années, mettre en place des dispositifs d'accompagnement. Nous avons mené un PLH, et nous continuons à le faire, de façon volontariste. Là encore, ce n'était pas gagné. Nous aurions pu très bien considérer que généralement, ceux qui votent pour nous sont ceux qui sont déjà logés, puis attendre que ce département croule encore un peu plus sous les contradictions avec des personnes qui n'en finissent pas d'espérer. Nous pourrions dire que nous avons fait le BHNS, puis que nous continuerons avec les pistes cyclables, l'étude Soficable... Puis, nous laisserions aux générations futures des projets qui engagent sur vingt, trente ans. Qui peut dire dans cette salle que la technopole, que notre territoire peut se passer d'une desserte TER dans vingt ou trente ans et de faire l'impasse sur cette décision parce qu'elle n'est pas forcément populaire en soi ? Je pense que ce serait une erreur profonde. Le sujet des déplacements fera partie des questions majeures dans les années à venir.

Ensuite, concernant l'emploi, nous avons constaté une évasion commerciale lourde. Nous avons des structures d'emploi dans notre communauté d'agglomération, avec la présence de la technopole et les activités induites qui sont parfois en décalage par rapport aux besoins de nos propres populations, avec des personnes peu ou pas qualifiées, d'où notre politique en matière touristique et commerciale. Il y aura une délibération là-dessus. Il est important que nous puissions avoir des emplois non délocalisables et diversifiés.

Une fois que nous avons mis tous ces paramètres ensemble, il y a aussi les paysages, les études environnementales, les bons équilibres... Puis, il reste à trouver ce qui doit correspondre à une préservation pour les générations futures et une réponse à leurs différents besoins. M. le Maire de Valbonne, à juste titre, a rappelé que la confiance était altérée avec la direction de SNCF Réseau, à tel point que le gouvernement précédent a acté à travers le comité de pilotage que la concertation n'avait pas été positive. Que ce soit les Bréguières, le Fugueiret ou les Bouillides, il a été estimé ces trois solutions, qui n'en sont pas, sont à écarter et que le secteur des Clausonnes doit être mieux étudié.

Le préfet, comme l'a rappelé M. le Président, s'est engagé à ce que des études soient faites, d'où la mise en place dans la délibération d'un comité de suivi par rapport à ces études qui mettent autour de la table les différents partenaires.

Concernant les projets d'aménagement sur le secteur des Clausonnes, il y a des droits avec 100 000 m² qui doivent être construits sur un lieu d'animation dont la technopole a besoin, avec une surface commerciale, les emplois induits et la nécessité de créer ce lieu de vie important sur la technopole. Nous y reviendrons dans les différents programmes. Nous ne pouvions pas ignorer le fait qu'il risquait d'y avoir une gare TER en ce point. Il aurait été irresponsable de notre part de ne pas intégrer cela. Ne serait-ce que pour les infrastructures routières, 18 millions d'euros sont prévus sur les départementales. L'implantation d'une gare TER modifie les études de trafic et les besoins ne serait-ce que les ronds-points.

Pouvait-on raisonnablement continuer à avancer sur des données anciennes même en intégrant une partie de la ZAC du Fugueiret ? Sachant que dans quelques années, une telle décision pouvait être prise et qu'elle ait impacté ces 18 millions d'euros d'argent public, même si cela fait l'objet de participation importante (plus de 21 millions) par le promoteur en question sur le secteur des Clausonnes, ce serait irresponsable.

Il est donc nécessaire aujourd'hui qu'une nouvelle DUP intègre ces éléments et recalibre les infrastructures qui doivent être faites, et de préférence, avant que ne soient ouverts les bâtiments et que ne soient construits le siège de la CASA et le business pôle, avant l'arrivée du BHNS et éventuellement la gare TER sur ce lieu, plus les logements tels que cela a été rappelé et les différents éléments du programme. C'est par cohérence, par responsabilité que cette délibération et cette nécessité d'un accord large de toutes les parties prenantes sont apposées pour que nous prenions des décisions éclairées.

Enfin, il est raisonnable que nous intégrions dans la nouvelle ZAC du Fugueiret, qui reste à étudier, des éléments constitutifs. Dans nos premières réflexions, il existe un impératif : la protection de la nature. C'est pour cela que là où étaient prévus initialement dans les ZAC de Sophia 60 ha, nous avons souhaité porter le périmètre à l'époque de la ZAC du Fugueiret à 90 ha de façon à pouvoir intégrer une grande partie du parc de la Valmasque pour la protéger et surtout l'entretenir. Il convient qu'il y ait une véritable gestion des espaces boisés sur la technopole (2 400 ha), sinon nous aurons une altération de la biodiversité dans les années à venir, avec une perte du patrimoine en question.

Nous aurons l'opportunité le moment venu, à travers la nouvelle ZAC du Fugueiret, de retravailler le programme, avec une volonté de la commune de Valbonne – mais que je sais pleinement partagée par la Communauté d'agglomération et, semble-t-il, par le préfet vu ses déclarations – qu'il y ait une place majeure, centrale qui soit donnée aux côtés du développement de la technopole aux espaces boisés et aux espaces naturels. Nous pourrions ainsi tirer dans le même sens.

M. DERMIT – Nous avons affaire à un projet sociétal extrêmement important. Il existe une question de fond à laquelle une réponse n'a pas été apportée. Il y a quelques années, ce projet a été imaginé avec une première phase TER qui s'étale jusqu'en 2030, puis une phase LGV. Une gare TER, qu'elle soit enterrée ou pas, n'est pas une gare LGV. Les tubes de liaison pour faire passer ces trains ne sont pas construits de la même façon. La CASA se positionne-t-elle aujourd'hui pour du TER uniquement, en s'interdisant à moyen et à long terme une ligne LGV ?

M. le Président – C'est une bonne question. Cela permet également de répondre à la question de Christophe ETORE, à la suite de l'explication exhaustive que Marc DAUNIS a apportée.

Au fond, la question est : qui y gagne et qui y perd ? D'abord, qui y gagne ? C'est tout le monde, en particulier la ville de Biot. Grâce à la solidarité de la Communauté d'agglomération, nous avons réussi à faire changer d'avis le préfet de Région pour remettre la concertation à zéro et faire en sorte de reprendre les études. La ville de Biot est protégée. Le préfet a demandé à la direction territoriale de travailler sur un nouveau projet. Il a trouvé que l'endroit où l'on pouvait faire une gare enterrée sans dénaturer quelque village que ce soit, en particulier le village de Biot, c'était aux Clausonnes. Au vu de ces études techniques et de cette situation, on se demande : qui y perd ?

Nous passons à la ville de Valbonne qui est au cœur de la technopole. Son passé et son avenir sont étroitement liés à la technopole. Ce n'est pas pour rien que Valbonne s'appelle Valbonne Sophia Antipolis. C'est un village. En même temps, c'est le cœur de la première technopole européenne, dont le succès ne se dément pas. Marc DAUNIS a rappelé la création en solde positif de mille emplois par an dans un contexte économique qui n'est pourtant pas très favorable sur le plan européen et sur le plan national.

Faut-il être desservi ou non ? La réponse est oui. Faut-il être desservi par une gare TER ? La réponse est oui. Faut-il que des trains à grande vitesse puissent desservir cette gare TER ? La réponse est également oui. C'est une gare TER. Toutefois, une partie de trains qui arriveront de Marseille ou de Paris ne pourront pas faire cette desserte.

Cela veut dire que ce n'est pas une gare LGV. Nous continuons à soutenir de manière très claire, avec David LISNARD et l'ensemble du Département, la gare LGV sur Cannes. D'ailleurs, c'est l'endroit idéal. La SNCF y dispose de nombreux terrains et peut facilement construire la gare LGV.

Faut-il que ces trains puissent venir en desserte TER sur Sophia Antipolis ? La réponse est oui. On joue parfois sur les mots. C'est une gare TER. Cependant, il y a une longueur de gare qui laisse penser qu'il y a des trains à grande vitesse. On ne peut pas couper le train en morceau et dire qu'à partir du moment où l'on fait une desserte TER, ce n'est plus le même train. Comprenons bien que notre projet reste celui de Cannes-la-Bocca en matière de gare LGV. C'est un accord.

La deuxième ville du département ne réclamait pas sur son site la gare LGV. Comme l'a dit Marc DAUNIS, l'intérêt général, c'est de le faire à l'endroit où c'était le plus efficace. Il y avait une desserte à trouver sur la partie ouest qui rejoint à un moment donné le moyen pays et la ville de Nice, c'était la desserte qu'il fallait. Qui y perd ? Ni la commune de Valbonne, ni Sophia Antipolis.

Est-ce que l'aménageur y perd ? L'aménageur a des droits qu'il peut essayer de faire valoir en attaquant la déclaration d'utilité publique du préfet. Au passage, je note le courage du préfet qui prend une DUP d'Etat et qui ne délègue pas à la SNCF. Dans cette déclaration d'utilité publique, c'est l'Etat qui est le bouclier contre des recours qui pourraient intervenir de la part de la Communauté d'agglomération ou de la Ville de Valbonne. En même temps, l'aménageur peut se dire que des éléments économiques, commerciaux ou autres qui se développent sur une gare TER font une desserte avec une rentabilité qui, à moyen terme, est meilleure. Cela pourrait valoir la peine de différer cet aménagement pour avoir une solidification, une stabilisation de cette zone commerciale.

Je partage l'avis de Marc DAUNIS concernant les zones commerciales. Il y a quinze ans, nous avions à la CASA dénoncé publiquement, moi en tant que rapporteur CDAC, le fait que trop de zones commerciales se mettaient en place. Il y a eu une réflexion sur l'urbanisme commercial. Personne, sauf la CASA, ne l'a observé. Maintenant, ce serait à Mandelieu, Nice ou Cagnes-sur-Mer, gérées par des maires qui sont des amis, de venir nous dire : « Ne trouvez-vous pas qu'il y a trop de zones commerciales ? Si vous aviez commencé par un peu de modération, on aurait pu trouver l'équilibre dans l'ensemble de ce département ». Au fond, nous étions les plus modérés, les plus avertis. C'est nous qui faisons le plus d'études pour savoir comment on desservait, comment on organisait.

S'ils n'avaient pas tiré plus vite que leur ombre dans cette compétition un peu effrénée de l'urbanisme commercial, nous ne nous trouverions pas dans un système dans lequel on frôle la saturation.

Pour autant, faut-il renoncer à une zone commerciale sur Sophia Antipolis, et au fond, sur le territoire de la CASA ? Toutes les constatations montrent que ceux qui vivent sur ce territoire vont faire leurs courses ailleurs. Est-ce que c'est sain d'expliquer à nos concitoyens que pour acheter tel ou tel produit qu'ils ne trouvent pas en centre-ville – et Dieu sait si l'on développe nos centres-villes dans la CASA et en particulier sur Antibes – ils doivent obligatoirement aller à l'extérieur du territoire communautaire ? Après tout, le commerce est libéral. Le libéral, c'est la concurrence. Qui peut nous reprocher de mettre en place un système de concurrence ? Qui peut nous reprocher de maintenir ce projet qui, pour autant, peut être éventuellement révisé et valorisé par le fait qu'il y ait une gare TER à cet endroit ?

Enfin, cette gare TER arrive à l'endroit où nous avons la boucle du bus tram. Ainsi, nous avons l'intermodalité idéale. Nous avons actuellement de grosses difficultés concernant l'accès à Sophia et le retour. Si nous avons une partie qui se fait par train en pendulaire le matin et le soir, et si nous développons notre réseau de bus, nous aurons les deux parties des transports en commun qui viendront coïncider avec la boucle du bus tram et l'arrivée du TER qui, lui, continuera sur Nice. Nous pourrions ainsi drainer les personnes qui viennent de Nice, celles qui viennent de Cannes ou de l'ouest du département, puis celles qui viennent du littoral avec près de dix ou douze mille personnes qui pourraient utiliser le bus tram.

Je trouve le projet assez cohérent et ambitieux. Je vous remercie tous de la concertation que nous avons eue. Nous sommes cohérents parce que nous disons la même chose depuis le début et que nous poursuivons le même objectif. Certes, il faut continuer à être vigilant parce que nous avons déjà eu des déboires. On nous a expliqué que la troisième voie était la solution d'avenir. Puis maintenant, on nous explique que ce n'est plus la troisième voie et qu'il faut faire une boucle par Sophia Antipolis. Acceptons cette opportunité.

Si j'ai un remerciement à faire, c'est à M. le Préfet LECLERC. Il était facile pour le préfet de laisser courir la concertation. Il aurait pu ne pas diligenter les études pour savoir à quel endroit on n'avait pas d'impact sur Biot. Les préfets précédents ne l'ont pas fait malgré nos demandes. Aujourd'hui, il prend cette initiative. Par voie de conséquence, nous retardons Les Clausonnes, mais peut-être pour un mieux. En tout cas, pour une fois, nous avons une solution qui intègre la Communauté d'agglomération, les villages de Valbonne et de Biot et l'ensemble des villages dans une réflexion à long terme sur la desserte de Sophia et de son avenir. Si nous continuons à créer mille emplois par an, à un moment nous étoufferons si nous n'avons pas la desserte. Notre croissance est en fait une partie de notre handicap.

Nous devons mener tous ces projets en concertation. Nous n'en verrons certainement pas le bout. Il a été rappelé que cela irait jusqu'en 2030, voire plus loin. Nous n'aurons pas versé dans une attitude un peu facile qui consiste à considérer la fin de notre mandat. Nous avons préservé une partie de population qui ne voulait pas du projet. Nous devons toutefois accepter que cet environnement préservé ne se fasse pas au détriment d'un développement économique. Nous serons extrêmement vigilants. Nous venons de franchir une étape décisive. Nous n'avons plus un Etat qui nous dit, comme récemment encore avant le changement de préfet, que le village de Biot va accepter l'intérêt général et faire comme les autres veulent. C'est fini. La petite rupture n'est pas obligatoirement gouvernementale. En tout cas, elle est très certainement dans l'attitude du préfet vis-à-vis du territoire de Sophia Antipolis. Permettez-moi de le remercier publiquement pour cette initiative et sur cette concertation reprise qui aboutira, je l'espère, à l'intérêt général de Sophia et de l'ensemble de nos villages.

Mme DEBRAS – Nous allons reprendre la concertation sur Le Fugueiret et Les Clausonnes qui sont sur le bassin versant de la Valmasque. Certes, il faut protéger et entretenir la forêt. Néanmoins, il y a également toute la prévention des inondations à faire sur ce vallon qui est particulièrement réactif. Ce serait l'occasion d'intégrer cela dans le projet.

M. le Président – C'est évident. De même que vous l'avez vu dans la délibération, nous ne sommes plus dans les mêmes proportions d'aménagement routier. Si nous faisons un aménagement routier dans le cadre de la boucle de Sophia Antipolis et du bus tram, quelques dizaines de millions sont à prévoir. Si c'est une desserte d'une gare TER, il en faut plus. A ce moment-là, d'autres partenaires – la Région, le Département et l'Etat – nous viendraient en aide. Il y a un projet plus ambitieux qui vient et qui alimente un projet de ce type. On ne peut pas avoir une gare TER pour le prix d'un aménagement de zone commerciale.

M. DAUNIS – Je voudrais rebondir sur les deux questions qui ont été posées. Premièrement, est-ce que cela arrête le projet des Clausonnes ? Non. Nous sommes dans un Etat de droit. Il y a quelqu'un qui est titré, qui a un permis de construire, qui a une CDAC prise à l'unanimité et qui est en capacité de développer le projet. Le débat est important pour que cela se fasse dans de bonnes conditions. A l'époque, l'aménageur s'est posé la question des inondations en demandant, après les événements de 2015, que soient revues toutes les études, en l'occurrence les retentions d'eau, les bassins écrêteurs... Tout cela sera intégré dans la nouvelle DUP.

Par ailleurs, il est hors de question qu'il y ait aux Clausonnes une gare TGV dans le parc de la Valmasque. Or, l'ambiguïté de son implantation faisait qu'étant hors du secteur de la ZAC, elle était forcément dans le parc de la Valmasque. A l'époque, en tant que maire, avec Christophe ETORE et le président de la CASA, nous avons dit au préfet que cela n'était pas possible. En tant que parlementaire mais aussi en tant que vice-président de la CASA et élu de la commune de Valbonne, je n'accepterai jamais qu'une telle infrastructure soit implantée en plein parc de la Valmasque. C'est pour cela que je parlais de compromis et d'études nécessaires.

A vu de ces différents éléments, les choses doivent être claires. Premièrement, nous soutenons l'implantation à Cannes de la gare de TGV Ouest-Alpes-Maritimes. Il y a un consensus là-dessus.

Deuxièmement, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur au moins l'étude de la desserte de Sophia par une gare TER. Après, s'agissant de la longueur des quais, c'est à voir. Nous avons enfin la garantie que cette gare sera enterrée. J'ai même fait la proposition qu'elle soit enterrée sous la départementale, ce qui nous permettrait de lier l'arrivée du BHNS. Ce serait un dispositif particulièrement intelligent.

Troisièmement, nous avons intégré tout cela dans une reprise des projets globaux sur le secteur en intégrant ce qui était en cours et ce qui était à venir et en faisant un tri pour que ce soit quelque chose de raisonnable et d'équilibré, y compris sur un plan économique. Le président a rappelé qu'en implantant la gare TGV, l'Etat, la Région et le Département devraient forcément accompagner les projets routiers à due concurrence de leur impact sur le secteur.

Quand on regarde tout cela avec bonne foi et avec un sens des responsabilités, cette délibération à laquelle j'ai modestement contribué, mais qui est le fruit d'un travail collectif et de recherche de point d'équilibre, apparaît particulièrement pertinente. C'est pour cela que je souhaite que nous soyons toujours sur cette même position. Nous serons les seuls à ne pas avoir, au gré des opportunités, un jour réclamé une gare TGV pour la refuser six mois après, en nous moquant des impacts éventuels sur les uns et sur les autres. Nous avons depuis le début une position conforme à l'intérêt général.

Nous ne revendiquons pas de gare TGV pour notre propre territoire en tant que tel mais nous veillerons à ce que l'impact soit conforme à l'intérêt général et protecteur de l'environnement de la technopole et des communes traversées.

M. le Président – Qui d'autre veut prendre la parole sur ce sujet ? Tout le monde est éclairé ? Ce n'est pas un défaut dans cette Communauté d'agglomération, nous débattons beaucoup, nous nous engueulons un peu. Ensuite, nous trouvons des solutions consensuelles qui permettent de préserver l'intérêt général et d'avancer. Nous ne sommes pas obligés de nous en excuser. Nous pouvons même en sourire.

Je passe au vote. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie de cette délibération qui, bien entendu, reprend le courrier que nous avons adressé, avec Marc DAUNIS, au préfet.

POLITIQUE DE LA VILLE

9. Espace rencontre Trait d'Union – Exercice du droit de visite entre la CASA et le tribunal de grande instance de Grasse – Convention – Renouvellement

Mme SALUCKI – Ce service fait un excellent travail : 144 000 rencontres, avec un accompagnement des parents qui sont privés du droit de visite dans l'intérêt supérieur de l'enfant. C'est sans impact financier. La première convention a été signée en 2002. Les deux parties en sont satisfaites. Il s'agit de renouveler la convention et de voter.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

10. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Dispositif départemental d'orientation et de droit à l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active – Convention

Mme SALUCKI – Il s'agit d'une convention avec le Département dans le cadre du plan local pour l'insertion et l'emploi. 60 % des bénéficiaires du PLIE sont des personnes orientées par le conseil départemental des Alpes-Maritimes. La convention propose de définir les modalités d'organisation du dispositif départemental d'orientation et du droit à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en mutualisant les compétences et les ressources de chacun des partenaires et notamment de la CASA à travers le PLIE. L'objectif de la convention est de constituer un outil simple et lisible décrivant l'ensemble du dispositif RSA, de l'instruction de la demande à la mise en place d'un accompagnement individualisé par un référent unique désigné.

M. le Président – Qui souhaite intervenir ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

11. Service de prévention jeunesse – Coopération renforcée avec la commune de La Colle-sur-Loup
– Convention-cadre

Mme SALUCKI – Il s'agit d'une convention-cadre qui fait intervenir le service Politique de la ville et de la prévention de la délinquance en partenariat avec le service Jeunesse de La Colle-sur-Loup. C'est un accompagnement à la mise en place d'actions que nous connaissons (opération Court Chantier, Chantier Ecole, etc.).

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

12. Service Prévention jeunesse – Coopération renforcée avec la commune de Saint-Paul-de-Vence
– Convention-cadre

Mme SALUCKI – Il s'agit de la même convention-cadre et des mêmes actions mais cette fois, en partenariat avec le service Jeunesse de Saint-Paul-de-Vence et des interventions tout à fait intéressantes sur le collègue Yves-Klein.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Vous avez compris que ces conventions ne se limitent pas à La Colle-sur-Loup et à Saint-Paul-de-Vence. Des délibérations ont été prises dans le même sens pour différentes villes. Comme nous avons des services Jeunesse et des services de prévention de la délinquance dont les uns sont du ressort de la commune et les autres de la Communauté d'agglomération, nous faisons des conventions et nous essayons de trouver les partenariats les plus utiles possible.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

13. Plan climat énergie territorial Ouest 06 – Convention-cadre de partenariat – Avenant n°1

[Projection d'un film sur la thématique]

M. le Président – Vous voyez qu'il existe beaucoup de domaines dans lesquels la Communauté d'Agglomération est désormais impliquée. Antérieurement, c'était la loi qui faisait que les communes s'impliquaient. Il y a une double vision dans cet avenant. Le premier, c'est que la compétence passe à l'agglomération parce que c'est un territoire pertinent pour mener à bien toutes les opérations. Vous avez vu par exemple que les bornes de recharge électrique se répartissent au niveau territorial sur un espace plus large que le simple espace des villes. En même temps, c'est aux trois agglomérations de l'Ouest de travailler ensemble sur ce plan.

Il s'agit d'une étape importante. Je pense que dans l'avenir, sur des sujets comme l'environnement, les déplacements, y compris sur l'urbanisme commercial, l'Ouest doit travailler en concertation. Je prendrai les initiatives qu'il faut pour avancer dans ce domaine avec les Communautés de Cannes et de Grasse pour faire en sorte d'essayer de travailler sur des sujets qui dépassent les problématiques de l'environnement des communautés d'agglomérations.

Dans cette signature, il y a une mutualisation avec un tiers, un tiers et un tiers. Cela fait trois tiers. Les trois tiers sont égaux. Cela fait un entier, donc les trois communautés d'agglomérations participent à cet avenant. Je le soumets à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Plan climat énergie territorial – Déploiement du programme Rénover Plus – Convention de partenariat avec la chambre des métiers et de l'artisanat des Alpes-Maritimes

M. le Président – Cela s'inscrit dans le cadre du développement durable avec l'ensemble des partenaires. Il s'agit de donner une subvention à la chambre des métiers et de l'artisanat de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'approuver le projet de convention avec la délégation des Alpes-Maritimes et d'autoriser le vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité de signer la convention, puis de désigner un représentant de la CASA à la commission de suivi. Ce représentant de la CASA doit avoir un suppléant ou une suppléante. Je vous propose en titulaire Lionnel LUCA et en suppléante Martine BONNEAU qui, depuis longtemps, s'intéressent à ce sujet et porte le PCET.

Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Sur la désignation, y a-t-il d'autres candidats ? S'il n'y en a pas, autorisez-vous le vote à main levée ? Si personne n'est contre le vote à main levée, je sou mets au vote les candidatures de Lionnel LUCA en tant que titulaire et de Martine BONNEAU en tant que suppléante. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. LUCA et Mme BONNEAU sont élus en tant que représentants de la CASA à la commission de suivi du programme Rénover Plus.*

15. Qualité de l'air et plan climat énergie territorial – Convention de partenariat avec Air PACA

M. le Président – Il s'agit d'approuver la convention entre Air PACA et la CASA dont le projet est joint en annexe et d'autoriser le paiement de la cotisation annuelle à Air PACA qui est une association sur le plan national et qui nous permet d'avancer sur le sujet en concertation avec les autres territoires. Le montant de la cotisation à l'association est de 41 202 € pour 2017. Cela est calculé sur un modèle en fonction de l'importance territoriale et du nombre d'habitants. Puis, il s'agit d'autoriser le vice-président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer la convention.

Mme BONNEAU – Ce petit film, qui a été réalisé par les trois agglomérations et les trois villes, était à destination de l'ensemble des élus que nous sommes pour que tous soient sensibilisés à la même échelle puisque c'est l'affaire de tous. Nous formulons le vœu, au plan climat, que chaque maire puisse faire passer ce petit film à l'occasion d'un conseil municipal, puisse le mettre sur le site de sa ville et puisse s'en servir occasionnellement afin de bien mobiliser les gens à cette cause qui nous est commune et mondiale. Je voulais juste vous faire comprendre dans quel esprit nous avons fait ce film. Merci.

M. le Président – Merci, Mme BONNEAU. Je suis sûr que *Nice Matin* va faire un quatre pages couleurs sur le sujet avec une référence au site internet.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

16. Sensibilisation à l'environnement – Convention de partenariat avec le Moulin d'Opio et l'AFIDOL

M. le Président – Il s'agit d'un partenariat sur des actions de sensibilisation grand public et des actions d'éducation à l'environnement et de formation surtout par des chantiers participatifs ou évènementiels. AFIDOL assure les formations techniques des acteurs locaux de production d'olives non professionnels, de professionnels des espaces verts, des agents communaux, etc. En conséquence, il vous est proposé d'approuver la convention-cadre et d'autoriser le vice-président à la signer ainsi que les pièces afférentes à cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Arrivée d'Yves DAHAN.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

17. PACA Emergence – Convention de partenariat

M. DAUNIS – Mes chers collègues, vous savez que les questions du financement des PME et de développement des fonds propres en France sont essentielles pour notre économie. Il y a besoin d'avoir des fonds de capital-risque, et de préférence, qu'ils soient de proximité et publics. C'est le cas en région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le fonds PACA Emergence. Ce fonds PACA Emergence s'appuie sur un réseau d'acteurs avec des prescripteurs, particulièrement des pépinières d'entreprise. Nous disposons au business pôle d'une pépinière d'entreprise. Il vous est donc proposé de conventionner un partenariat avec PACA Emergence pour pouvoir accompagner au mieux, via le business pôle, les entreprises concernées.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

18. Politique locale du commerce – Adhésion aux associations Institut pour la ville et le commerce, Centre-ville en mouvement et Club des managers de centre-ville

M. DAUNIS – Pour être en marche de façon positive, il convient d'avoir deux jambes et de marcher sur deux jambes. Il y a certes la technopole mais il y a aussi le tourisme, le commerce, l'artisanat, des activités diverses de service, l'agriculture... bref tout un secteur qui nous importe, et à l'intérieur, l'activité commerciale fait partie de nos axes de développement et du rayonnement de notre territoire, d'autant plus que nous avons des ambitions fortes.

Nous avons également des réalisations. En effet, ce sont aussi des politiques qui ont des résultats en matière d'animation de centre-village. Parfois même, quelques villages de la communauté d'agglomération qui me sont particulièrement chers sont un peu pris en exemple sur le travail que l'on peut faire pour dynamiser un centre-village et éviter que progressivement, ils ne s'étiolent, tués par les nouvelles mœurs de consommation, par Internet, etc. Cela demande que l'on anticipe. Cela demande aussi, parce que l'on n'a pas la science infuse, qu'il y ait des échanges de bonnes pratiques, d'où cette proposition d'adhérer à trois réseaux (Institut pour la ville et le commerce, Centre-ville en mouvement, Club des managers de centre-ville). Telle est la proposition incluse dans cette délibération et tout cela pour une somme de moins de 6 000 €.

M. le Président – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTIONS CULTURELLES

19. Mise en place de points relais dans les médiathèques communautaires – Convention de partenariat avec le réseau Canopé – Renouvellement

M. ROSSI – Il s'agit de renouveler le partenariat avec le réseau Canopé, qui est un réseau de création et d'accompagnement pédagogique des points « lecture » dans les médiathèques communautaires. Nous avons une première convention qui date de 2016. Nous souhaitons simplement la renouveler pour la période 2017-2018, le bilan ayant été très positif.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

COMMANDE PUBLIQUE

20. Etude de faisabilité pour l'amélioration des conditions de circulation et d'échanges tous modes confondus sur le territoire de la CASA – Constitution d'un groupement de commandes – CAO spécifique au groupement – Election du membre titulaire et de son suppléant représentants de la CASA

M. BAGARIA – Le bureau communautaire, dans une délibération du 19 juin 2017, a approuvé les termes de la convention entre le Département et la CASA pour un groupement de commandes dans le cadre d'une étude de mobilité sur le territoire de Sophia Antipolis, tout ce qui est du domaine routier relevant soit de la CASA, soit du Département, soit des communes. Le Département est coordonnateur de cette affaire. En particulier, il existe une commission d'appel d'offres pour ce groupement de commandes. Le Département et la CASA doivent être représentés au sein de cette commission d'appel d'offres. Pour la CASA, il faut un titulaire et un suppléant qui ont déjà une voix délibérative au sein de la commission d'appel d'offres de la CASA. Il est proposé Mme DUMONT comme titulaire et Mme BENASSAYAG comme suppléante.

M. le Président – Vous comprenez l'intérêt de cette étude. Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Y a-t-il d'autres candidats ? Si personne n'est contre un vote à main levée, je propose Mme DUMONT et Mme BENASSAYAG. Il faut que ce soit des gens qui font partie de la CAO et qui puissent délibérer. Cela vient en croisement avec les transports. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Mme DUMONT et Mme BENASSAYAG sont élues en tant que représentantes de la CASA au sein de la CAO du groupement de commande*

DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

21. Agriculture - Projet BIOMEPIE du programme INTERREG - Convention de partenariat

M. le Président – Le projet de délibération sur l'agriculture est retiré pour être finalisé.

FINANCES

M. le Président – Avant de passer la parole à Jean-Pierre, je voudrais rappeler quelques éléments. Chacun sait ce qu'est un compte administratif et une fin d'exercice, donc je ne vais pas le rappeler. La CASA a avancé sur tous les projets qu'elle souhaitait mener. Au moment des comptes, il faut voir qu'il y a eu 738 logements, avec un effort d'investissement de 3,6 millions. Ce n'est pas rien. Quand je vois qu'il y a des problèmes de carence dans les Alpes-Maritimes, j'ai demandé à M. le Préfet qu'il atténue les sanctions potentielles sur les villes concernées compte tenu de l'effort qu'effectue la CASA.

Nous avons une forte solidarité avec les communes. Je voudrais que tout le monde le sache bien, à la fois dans les bureaux des maires mais aussi l'ensemble des adjoints, des conseillers municipaux et de la population. Il n'y a pas de communauté d'agglomération qui apporte autant d'aides financières directes aux maires. Nous sommes toujours à 30 % sur les investissements, avec une aide particulière pour les toutes petites communes.

En même temps, nous octroyons une dotation de solidarité, dont je rappelle à plaisir que nous ne pourrions doter que la Ville de Vallauris et de manière partielle si nous nous en tenions directement aux textes. Cette aide non seulement serait inférieure à celle qu'on lui apporte mais empêcherait également toute autre Ville de bénéficier d'une dotation de solidarité. Les six millions qui y sont dévolus permettent une marge de manœuvre importante. Je rappelle que ces dotations de solidarité sont plus conséquentes sur la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis que sur la métropole qui pourtant comporte plus de population et plus de villes et de villages. Rappelez-le à l'ensemble des élus pour qu'ils comprennent bien l'effort de solidarité que fait la CASA envers les communes.

Par ailleurs, le fonds de péréquation explose. Pour la ville d'Antibes, il a été multiplié par dix-huit. Associé à la diminution des aides de l'Etat, cet effet de ciseaux affecte l'ensemble des communes. En revanche, à la réflexion, nous avons préféré maintenir la hauteur de notre solidarité plutôt que d'atténuer les fonds de péréquation. Ce choix a été fait par tous les maires après un débat prolongé. Cette décision est saine. Il vaut mieux une atténuation invisible et peu marquée sur un fonds de péréquation qui ne cesse d'augmenter. Il vaut mieux également que l'effort porte sur une solidarité financière concrète, avec une dotation pour chaque commune. C'est un choix que nous avons assumé dans ce contexte.

La situation financière de la Communauté d'agglomération n'est plus aussi florissante que ce qu'elle a pu être par le passé, avec beaucoup d'investissement, beaucoup de solidarité, beaucoup de baisses des aides et beaucoup de fonds de péréquation en plus... Pour autant, Jean Pierre MAURIN vous démontrera aisément que nous avons suffisamment de reports et d'autofinancement avec un élément que vous devez retenir, c'est que nous avons une capacité de désendettement à dix ans. C'est une durée qui est très faible pour ne pas dire ridicule. C'est un ménage qui s'endette pour dix ans. Une Communauté d'agglomération s'endette pour quinze, vingt ou vingt-cinq ans. Nous avons encore des marges financières qui sont loin d'être négligeables.

L'esprit d'un budget est important. L'esprit, c'est que la Communauté d'agglomération est très solidaire vis-à-vis des villes et des villages. C'est une de ses marques de fabrique. Elle respecte l'autonomie, mais en même temps, elle donne les moyens financiers aux villes et aux villages d'avoir cette autonomie.

Ensuite, on ne retarde pas le bus tram. Le nombre de logements se stabilise à un niveau élevé. Cela atténue la carence sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération. L'ensemble des compétences que nous avons prises montre les fruits que nous continuons à porter.

M. le Sénateur disait tout à l'heure que les mille emplois de plus par an ne sont pas dus au hasard. Il existe un système de business pôle et de Team Côte d'Azur de la communauté d'agglomération qui porte l'ensemble des projets et qui est attractif pour l'ensemble des entreprises qui viennent du monde entier.

Enfin, il y a eu un moment où nous avons eu une augmentation des bases qui était due à une décision du tribunal. Cette décision a fait augmenter les bases et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur la partie Biot et Valbonne. Cette zone contribue le plus aujourd'hui à l'équilibre financier du ramassage des ordures ménagères. Pour autant, c'est le budget général qui est investi pour créer les déchèteries. J'entends de temps en temps que la richesse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères vient contribuer au budget général. Cela vient contribuer en excédent au budget général à l'augmentation de ces bases. En tout cas, cela ne vient pas financer les investissements qui sont de même hauteur et qui, eux, viennent du budget général.

Voilà les questions auxquelles je voulais répondre presque par anticipation parce qu'elles se sont posées et qu'il faut apporter une explication claire. Je laisse la présidence à Mme SALUCKI et la parole à Jean Pierre MAURIN. Mme la Présidente, je vous souhaite une bonne présidence.

Mme SALUCKI – Merci, M. le Président, on vous rappellera très prochainement.

M. MAURIN – Mme la Présidente, chers collègues, dans l'année civile, il y a deux dates où nous parlons beaucoup de chiffres, où ces chiffres fleurissent. La première, c'est lorsque nous préparons et adoptons le budget principal et les budgets annexes. La seconde, c'est aujourd'hui, c'est-à-dire avant la fin juin lorsque nous parlons de l'année écoulée, de l'année 2016 au travers de deux documents qui sont en tous points semblables et analogues, c'est-à-dire le compte de gestion qui est un document établi par M. l'Administrateur des finances publiques et l'autre document qui s'appelle le compte administratif qui, lui, est établi sous l'autorité du Président de la CASA par les services financiers de l'établissement public de coopération intercommunale.

Dans cette présentation, je vais prendre un ordre un peu différent de celui des délibérations. Il est de règle de présenter d'abord le compte de gestion qui est réalisé par les finances publiques. Ensuite, on rappellera deux chiffres dominants, c'est-à-dire les résultats tant en matière de recettes qu'en matière de dépenses, puis tant en fonctionnement qu'en investissement et qui retraceront toute l'activité de cette année 2016. Après, nous clôturerons par le vote de l'affectation des résultats. Puis, nous poursuivrons par quelques décisions modificatives qui impacteront le budget 2017. Nous reviendrons sur le fonds de péréquation. Enfin, la commission locale d'évaluation des charges constituera la dernière délibération en matière de finances.

22. Budget principal – Compte de gestion 2016

M. MAURIN – Le compte de gestion du budget principal comporte le point fort des ordures ménagères. Il s'agit de vous présenter et d'approuver ensuite le compte de gestion.

En recettes, nous enregistrons 213 198 646,42 €, dont 185 746 769,65 € de fonctionnement et 27 451 876,77 € d'investissement.

En dépenses nous enregistrons 212 100 218,26 €, dont 185 454 989,36 € de fonctionnement et 26 645 228,90 € d'investissement, soit pour ce budget principal un excédent de 1 098 428,16 €.

Le résultat cumulé de l'exercice 2015 présentait un excédent de 13 385 484 € ; le résultat de l'année 2016 étant de 1 098 428,16 €, soit un résultat cumulé de l'exercice 2016 de 7 277 295,35 € après affectation du besoin de financement 2016 d'un montant de 7 206 617,40 €.

Nous avons donc à voter ces chiffres en ce qui concerne le compte de gestion du budget principal.

Mme SALUCKI – Avez-vous des questions particulières ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

25. Budget annexe de la régie des transports – Compte de gestion 2016

M. MAURIN – S'agissant du budget annexe de la régie des transports pour le compte de gestion 2016, en recettes on enregistrait 35 785 881,26 €, et en dépenses, 33 967 587,36 €, soit un excédent de 1 818 293,90 € pour ce compte de gestion.

Le résultat de l'année 2016 est de 1 818 293,90 €, soit un résultat cumulé de l'exercice 2016 qui passe à 3 187 164 € après affectation des besoins de financement 2016 d'un montant de 743 913,96 €, résultat conforme au compte administratif.

Ce budget annexe de la régie des transports est soumis à votre approbation.

Mme SALUCKI – Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

27. Budget annexe des télépépinières – Compte de gestion 2016

M. MAURIN – Le compte de gestion du budget annexe des télépépinières pour l'année 2016 enregistre en recettes 854 176,55 € et en dépenses 652 734,43 €, soit un excédent de 201 442,12 €.

Mme SALUCKI – Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

30. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte de gestion 2016

M. MAURIN – Le dernier budget annexe concerne le théâtre communautaire. Nous votons également son compte de gestion pour l'année 2016. En recettes, le théâtre communautaire a enregistré 4 483 232,65 €, et en dépenses, 4 771 716,27 €. On enregistre donc un déficit de 288 483,62 € sur ce compte de gestion.

Mme SALUCKI – Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

23. Budget principal – Compte administratif 2016

M. MAURIN – Le compte administratif est le même que le compte de gestion mais sur lequel nous vous donnons quelques développements. Ce budget consolidé reprend le budget principal et l'ensemble des autres budgets. Il s'élève en dépenses de fonctionnement à 221 millions d'euros, y compris le budget général pour le fonctionnement de toute la CASA qui s'élève à 63 027 000 € (pas tout à fait 30 %).

Par ailleurs, les recettes de fonctionnement s'élèvent à 222 millions. Si nous prenons les recettes fiscales qui représentent 46 % du volume, auxquelles nous ajoutons la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui représente 19 % du volume et enfin le versement de transport qui représente 13 % du volume, on s'aperçoit que nous arrivons à peu près à 78 % des recettes qui sont issues de la fiscalité.

Toujours en budget consolidé et en matière de recettes d'investissement, le point important porte sur l'emprunt 2016 qui a été fait par le budget général à hauteur de 8 millions d'euros. Le budget général reprend également l'affectation des résultats des subventions qui est à 8 930 000 €. Les amortissements entrent dans ces recettes d'investissement à hauteur de 8 605 000 €.

La régie autonome a des recettes d'investissement de 4 629 000 € et les ordures ménagères à hauteur de 1 917 000 €.

Toujours sur le budget consolidé et en matière de dépenses d'investissement, 75 % des dépenses d'investissement sont principalement dus au fait que nous remboursons le capital à hauteur de 6,4 millions d'euros. On réalise des immobilisations incorporelles pour des licences ou des subventions à hauteur de 1,4 million et pour l'aménagement de certains véhicules à hauteur de 1,9 million. Le BHNS apparaît à hauteur de 7,1 millions en matière de dépenses d'investissement. Puis, les diverses subventions d'équipement, dont les fonds de concours et les bailleurs sont à hauteur de 6 millions d'euros.

Toujours dans le budget global et par compétence, on voit un poste de déchets important à hauteur de 40 %.

Nous passons au compte administratif du budget à autonomie financière de la régie des transports. Dans les dépenses d'exploitation, les charges générales s'élèvent à 22 982 000 €. Il s'agit des prestations qui sont versées par la CASA aux titulaires des marchés publics pour que le réseau fonctionne. C'est le principal poste. Ensuite, les charges de personnel s'élèvent 1 922 000 €.

S'agissant des recettes d'exploitation de la régie autonome, nous percevons 25 millions de taxe (77 %). C'est la partie la plus importante. La billetterie qui est récoltée à la faveur de ces services de transport public s'élève à 3 345 000 €.

En matière de progression des recettes commerciales du réseau Envibus, sur quatre exercices de 2013 à 2016, on se rend compte qu'il y a un pic en 2015. On passe de 3 432 000 € à 3 344 000 €. Cette diminution en 2016 paraît être consécutive à l'attentat qui a eu lieu à Nice le 14 juillet. On l'observe sur le second semestre. Il a pu y avoir une forme d'appréhension de prendre les transports en commun.

Pour ce compte administratif de la régie des transports, en investissement, nous avons 3 809 000 € qui se répartissent en acquisition de bus à hauteur de 1 634 000 €, développement de logiciels et matériels pour respectivement 149 000 € et 170 000 €, divers travaux sur le dépôt des bus et de voirie pour 127 000 € et 53 000 €, et remboursement de capital des emprunts pour 1 676 000 €.

C'était la présentation dans les grands domaines, tant en recettes qu'en dépenses, pour illustrer le compte administratif qui est rigoureusement identique en montant à celui que nous avons voté en matière de compte de gestion.

Nous revenons au vote des comptes administratifs. Nous allons reprendre rigoureusement les mêmes chiffres pour le budget principal. Le compte administratif 2016 du budget principal de la Communauté d'agglomération, ainsi que les résultats de clôture, laissent apparaître sur la balance générale un déficit en investissement de 1 204 576,40 € et un excédent de fonctionnement de 8 481 871,75 €, soit un excédent de clôture de 7 277 295,35 €. C'est sur ces chiffres identiques qu'il nous faut voter.

Mme SALUCKI – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

26. Budget annexe de la régie des transports – Compte administratif 2016

M. MAURIN – L’année 2016 laisse apparaître sur la balance générale un excédent en investissement de 887 702,49 € et un excédent de fonctionnement de 2 299 462,03 €, soit un résultat global de clôture de 3 187 164,52 €, identique au compte de gestion.

Mme SALUCKI – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

28. Budget annexe des télépépinières – Compte administratif 2016

M. MAURIN – Le compte administratif du budget annexe des télépépinières présente un excédent en investissement de 411 198,19 € et un excédent de fonctionnement de 295 594,95 €, soit un résultat de clôture de 706 793,14 €.

Mme SALUCKI – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

31. Budget annexe du théâtre communautaire – Compte administratif 2016

M. MAURIN – Le compte administratif du budget annexe du théâtre communautaire présente un excédent d’investissement de 53 962,10 € et un excédent de fonctionnement de 278 574,99 €, soit un excédent de clôture de 332 537,09 €.

Mme SALUCKI – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

33. Budget principal, budget annexe du théâtre communautaire et budget annexe des télépépinières – Affectation du résultat 2016

M. MAURIN – En ce qui concerne le budget principal, nous reportons le déficit d’investissement de 1 204 576,40 € à la ligne comptable 001 et l’excédent de fonctionnement de 8 481 871,75 € à la ligne comptable 002.

Mme SALUCKI – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

M. MAURIN – Nous poursuivons l’affectation des résultats avec le budget annexe des télépépinières avec un excédent d’investissement de 411 198,19 € que l’on reporte à la ligne 001 et un excédent de fonctionnement de 295 594,95 € que l’on reporte à la ligne 002.

Mme SALUCKI – Qui vote contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

M. MAURIN – Le budget annexe du théâtre communautaire d'Antibes affiche un excédent d'investissement de 53 962,10 € que l'on reporte à la ligne 001 et un excédent de fonctionnement de 278 574,99 € que l'on porte à la ligne 002.

Mme SALUCKI – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Le président retourne en séance.

34. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports – Affectation du résultat 2016

M. MAURIN – Le budget de la régie des transports fait apparaître un excédent d'investissement de 887 702,49 € que nous portons à la ligne 001 et un excédent de fonctionnement de 2 299 462,03 € que nous portons à la ligne 002.

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ d'Afrim KACA qui donne procuration à Audouin RAMBAUD.

24. Budget principal – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017

M. MAURIN – Une fois que ce compte de gestion et ce compte administratif sont votés, nous arrêtons l'exercice 2016 et passons à l'exercice 2017 en vous présentant une décision modificative qui concerne le budget principal. Je vous en donne lecture :

A l'occasion du vote précédent dans le cadre de la détermination du besoin de financement, le résultat de l'exercice 2016 a été repris sans encore tenir compte à ce moment-là du montant du solde des restes à réaliser. Cette délibération permet de corriger cette reprise que nous avons faite, ne connaissant pas les montants.

Dans la section d'investissement, nous avons en dépenses le montant de 1 204 576,40 €, et en recettes, le même montant pour équilibrer.

Dans la section de fonctionnement, toujours cette opération de régularisation, nous avons le même montant de 1 204 576,40 € en dépenses et en recettes.

Il s'agit d'une décision modificative de pure forme qui n'a aucun impact sur les résultats.

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

29. Budget annexe des télépépinières – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017

M. MAURIN – C'est la première décision modificative de l'exercice 2017. Il nous est proposé d'inscrire la somme de 400 000 € en section d'investissement en dépenses et en recettes. En attendant de construire la prochaine télépépinière, il est essentiel de louer des locaux à côté du business pôle et de procéder aux aménagements de ces nouvelles surfaces pendant les années où nous allons les utiliser, d'où cette ouverture de crédit de 400 000 €.

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

32. Budget annexe du théâtre communautaire – Décision modificative n°1 de l'exercice 2017

M. MAURIN – Il s'agit d'inscrire sur le budget 2017 en dépenses et en recettes d'investissement une somme de 15 000 € qui pourra servir à l'achat d'une licence 3 sachant qu'aujourd'hui, pour le théâtre Anthéa et pour la brasserie, la licence 3 est louée. Nous prévoyons cette somme de 15 000 €. Si une licence 3 pouvait être ouverte opportunément par la Ville d'Antibes, cette somme ne serait pas utilisée en totalité mais très partiellement.

M. le Président – Nous allons essayer. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

35. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Répartition 2017

M. MAURIN – Depuis l'origine en 2012, le montant du fonds de péréquation pour les communes et la CASA globalement a été multiplié non pas par dix-huit mais par vingt-trois.

M. le Président – Si vous avez payé 100 000 € à une période au nom de la péréquation, aujourd'hui c'est 2 300 000 €. Je le dis pour que chacun soit sensibilisé au fait que les communautés d'agglomération qui réussissent économiquement sont lourdement sanctionnées financièrement.

M. MAURIN – Ce fonds de péréquation des ressources intercommunales a été créé en 2012. Il est prévu que les ressources soient maintenues à un milliard d'euros à l'échelle nationale et qu'à compter de 2018, ce fonds représente 2 % des ressources fiscales communales et intercommunales. C'est vous dire l'ampleur du phénomène.

Il est rappelé que ce fonds est alimenté par un prélèvement sur les ressources des ensembles intercommunaux et des communes isolées dont le potentiel financier agrégé par habitant est supérieur à 90 % du potentiel financier au plan national. A l'échelle nationale, ce potentiel s'exprime à 617,61 € par habitant. Pour la CASA, le potentiel financier agrégé par habitant est à 705,03 €. Si nous étions en dessous de 617,61 €, nous ne paierons pas de FPIC. Comme nous sommes à 705 €, nous subissons ce prélèvement pour les communes qui sont moins bien loties que nous.

Le montant du prélèvement du FPIC pour l'ensemble intercommunal englobant CASA et communes s'établit à 7 468 680 € au titre de 2017, contre 5 757 608 € en 2016.

M. le Président – En 2012, le montant était de 315 363 € ; les chiffres parlent d'eux-mêmes.

M. MAURIN – Si nous étions dans le droit commun, comme ce sera le cas en 2018, la part de la CASA serait de 1 735 146 € et la part des communes membres de 5 733 534 €, ce qui fait les 7 468 680 €.

Au titre de la solidarité communautaire, en 2017, la CASA propose de réduire ce prélèvement de droit commun à hauteur de 10 %, ce qui a pour effet de minorer la part communale. Cela s'appelle un régime dérogatoire qui nous vaudra l'obligation soit de voter à l'unanimité cette répartition du FPIC, auquel cas les communes n'auront pas à délibérer, soit de la voter à la majorité des deux tiers, auquel cas les communes seront dans l'obligation de délibérer. Toutefois, si elles ne le font pas, le vote sera réputé favorable.

M. le Président – Vous allez être gentil, vous allez voter à l'unanimité la solidarité de la Communauté d'agglomération vis-à-vis des communes dans le cadre du fonds de péréquation, dont vous avez vu la progression exponentielle dans les dernières années. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Le théâtre communautaire compte actuellement 11 700 abonnés. L'année dernière, à la fin de l'été, nous en avons 12 000. Nous sommes donc en avance de 1 000 abonnements par rapport à l'année dernière. Le chiffre de l'année dernière sera encore dépassé. Le théâtre communautaire d'Antibes Sophia Antipolis sera encore très probablement le premier théâtre de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

36. Commission locale d'évaluation des transferts de charges – Création et composition

M. MAURIN – La CLETC est une obligation qui est due à divers arrêtés préfectoraux d'une part, puis à la modification des statuts de la CASA notamment du fait que des communes aient rejoint les communes d'origine.

D'autre part, de nouvelles compétences sont intervenues et concernent :

- la promotion du tourisme, dont la création des offices de tourisme et zones d'activité touristique ;
- l'accueil des gens du voyage avec l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil ;
- la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

Ainsi, cette commission locale d'évaluation des transferts de charges doit être créée. Elle va comporter l'intégralité des membres du conseil communautaire. Toutefois, pour bien fonctionner, une commission composée de manière informelle de représentants de diverses collectivités et communes travaillera sur l'ensemble de ces charges à transférer ou pas. Ensuite, le conseil communautaire qui est réuni sous forme de CLETC dans sa globalité donnera un avis sur ces transferts de charges.

M. le Président – Dans l'organisation, la CLETC est toujours compliquée. De nouveaux transferts vont se dérouler en 2020. En 2018, nous aurons la prévention des inondations. Il faut que nous ayons une CLETC qui fonctionne. Pour cela, je veux qu'elle soit éclairée. J'ai proposé la tenue d'une instance avec des élus de chaque commune. Que ceux qui veulent y participer fassent un travail préparatoire. Ensuite, on passe en commission de CLETC avec un travail élaboré. Si nous nous réunissons à cinquante pour éplucher l'ensemble des finances dans le domaine, nous aurons des réunions interminables.

Je veux que toutes les communes puissent participer. Si des communes veulent se regrouper en envoyant un délégué, elles peuvent le faire si elles ne veulent pas assister à tout. Il s'agit de trouver la solution la plus souple possible pour qu'un travail préparatoire bien efficace se fasse en profondeur et qu'ensuite, la CLETC devienne un élément de confiance entre nous. Un transfert de compétence implique un transfert de moyens. Je compte sur la loyauté de chaque maire dans les transferts de compétence qu'il effectuera à partir de sa ville.

Je sou mets la CLETC à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESSOURCES HUMAINES

37. Ajustement du tableau des effectifs

M. MAURIN – Le premier ajustement concerne la direction Architecture et Bâtiments. Afin de renforcer la coordination et le suivi des sites, il est proposé de recruter un technicien généraliste.

La seconde modification concerne la direction des ressources humaines. A ce jour, la CASA a confié au centre de gestion par le biais d'une convention la mise en œuvre de la médecine préventive. Nous envisageons de recruter un médecin de prévention en remplacement de ce médecin du centre de gestion pour assurer un meilleur suivi des agents et une plus grande réactivité dans l'accompagnement des dossiers de reclassement. Il est souligné que ce médecin pourrait être mis à disposition des communes qui en feraient la demande dans le cadre d'une convention multipartite.

M. le Président – Je vous demande d'approuver cette idée qui ferait qu'à partir des postes mis en place à la CASA, nous puissions avoir un service rendu sur l'ensemble des communes.

Je sou mets cet ajustement du tableau des effectifs au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départs de Simone TORRES-FORET DODELIN qui donne procuration à Bernard MONIER, Yves DAHAN qui donne procuration à Marina LONVIS, et Alain ARZIARI.

38. Indemnités des élus communautaires – Actualisation

M. MAURIN – Lorsque la valeur du point varie, les indemnités des conseillers communautaires, des vice-présidents et du président varient également. La variation est quasi-anecdotique. Cette année, le président n'étant plus député, il n'est plus écrêté. Par conséquent, il percevra son indemnité de président de la CASA, sachant que nous sommes à un taux maximal de 145 % de l'indice brut terminal et que nous ne prélevons que 112,58 %.

M. le Président – Quand je vous disais que le cumul des mandats permettait de dépenser moins, c'était une réalité. Je sais que les vice-présidents ne perçoivent pas la totalité de leurs indemnités. Puis, l'indemnité du président sur la communauté d'agglomération, dans le cadre légal, est perçue à moins 30 % de ce qu'il pouvait percevoir s'il exerçait ce mandat seul.

Comme je n'en ai pas honte, je reste et je le vote. Qui est contre ? Qui souhaite des explications ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

39. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation

M. MAURIN – Il s'agit du régime indemnitaire qui a été mis en place à la CASA depuis le 1^{er} janvier de cette année. Il convient de modifier les plafonds de cette indemnité forfaitaire, de noter la suppression de la fonction de secrétaire général dans le répertoire des fonctions, puis de rajouter une fonction d'agent des eaux en vue du futur transfert de la compétence ainsi que suivant la proposition du médecin du travail.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

40. Règlement des astreintes et indemnité d'intervention – Actualisation

M. MAURIN – Cette délibération propose une mise à jour des montants des indemnités compensatrices pour les astreintes conformément aux derniers textes en vigueur.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

41. Mutualisation Ville d'Antibes/CASA – Convention de mise à disposition partielle du directeur des ressources humaines de la CASA auprès de la Ville d'Antibes – Convention de mise en situation professionnelle du directeur des ressources humaines adjoint de la CASA auprès de la Ville d'Antibes

M. le Président – Nous avons décidé de mutualiser au gré des opportunités qui se déroulaient sur l'ensemble de la communauté d'agglomération. La DRH est un service support. Il se trouve que M. SANCHEZ, qui était directeur des ressources humaines, est parti à la retraite.

Il se trouve par ailleurs que sur la Communauté d'agglomération, Valérie AUGER assume la direction des ressources humaines. Dans ces conditions, il fallait permettre à Mme AUGER – je dis les choses telles qu'elles sont – de pouvoir accéder aux responsabilités sur l'ensemble CASA/Ville d'Antibes, puis de faire en sorte que dans cette responsabilité nouvelle, elle puisse avoir une période de transition. J'ai demandé à Marie-José COLLETIN, qui est proche de la retraite, de reporter son départ de six mois pour pouvoir faire cette jonction entre la connaissance parfaite qu'a Valérie AUGER de la Communauté d'agglomération en tant que DRH et le fait qu'elle connaisse un peu moins les deux mille employés à la Ville d'Antibes. Vous avez la DRH de la Ville d'Antibes qui va accompagner la DRH de la CASA dans ses fonctions. Ainsi, il y a une double mutualisation mais à terme, Marie-José COLLETIN part à la retraite. A ce moment-là, je souhaite que ce soit Valérie AUGER qui prenne la direction générale de l'ensemble.

Nous avons décidé de partir du sommet plutôt que de la base. J'ai constaté dans ma vie publique que les problèmes de personnes prennent toujours plus d'ampleur que les problèmes de population plus générale. Quand deux directions fusionnent, l'un des deux directeurs devient le sous-directeur de l'autre. Cela entraîne forcément une certaine difficulté. Ainsi, lorsque des départs à la retraite ou des mutations sont annoncés, il faut saisir cette opportunité. Je pense qu'à terme, les services supports seront communs non seulement aux directions mais également à l'ensemble des acteurs sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération.

Nous pouvons imaginer un double système, avec des DRH qui viendront alimenter une DRH commune à la CASA, puis un certain nombre de communes qui n'ont pas besoin d'une DRH, et qui n'ont jamais eu les moyens de l'avoir, mais qui pourront solliciter ce pool de la DRH CASA pour avoir les informations, les renseignements et l'organisation qu'il faut. Je ne veux pas créer des régimes sociaux différents entre les gens qui travaillent à la CASA, à Antibes ou à Vallauris... Si nous pouvions harmoniser à terme l'ensemble des congés, les tickets restaurants, les récupérations, etc., cela donnerait une certaine unité à l'action que nous menons.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas le faire parce que le régime de Vallauris ou de Biot n'est pas le même qu'à Antibes. Essayons d'abord d'instaurer le même régime sur des masses importantes – 600 employés CASA et 2 000 employés Ville – puis de faire en sorte à ce moment-là d'avoir une harmonisation au moins de l'organisation salariale et plus si affinités. C'est un début. Ce n'est pas la Ville d'Antibes qui nomme un DRH sur la CASA. C'est plutôt l'inverse qui va se produire.

C'est la DRH de la CASA qui va prendre la responsabilité sur la Ville d'Antibes. En même temps, je voudrais que nous fassions cet effort collectif d'évaluer chaque fois nos services supports pour identifier ce qui peut être transféré ou mutualisé.

Pour l'instant, pour les raisons que je viens d'évoquer, c'est plus facile quand il y a des départs à la retraite ou des mutations. Le même problème va certainement se poser dans les semaines ou les mois à venir aux finances. Sandra BEZUT a été mutée en Corse après une promotion. Nous n'avons plus de directeur des finances à la Communauté d'agglomération à un moment où il faut avoir une expertise financière importante. D'autre part, la directrice des finances à la commune d'Antibes part à la retraite dans deux ans mais se dit prête à accompagner quelqu'un pour la succéder à travers une organisation plus large. Regardons dans chaque ville comment vous gérez vos finances pour voir si nous pouvons mutualiser au-delà des deux grosses masses salariales et financières que sont la commune d'Antibes et la Communauté d'agglomération. Un service support n'est pas politisé. Nous pouvons très bien avoir des avantages techniques sans pour autant perdre l'autonomie de la commune.

La proposition de ce jour consiste en une mutualisation Antibes/CASA, avec une mise à disposition de Mme COLLETIN auprès de la DRH de la CASA pour accompagner Valérie AUGER, directrice de la CASA, qu'elle se renseigne sur Antibes pour prendre ensuite l'ensemble de la direction. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – J'incite tout le monde à avoir cette réflexion commune. Si la situation actuelle perdure, avec des fonds de péréquation qui continuent à augmenter et des dotations de l'Etat qui continuent à diminuer, nous aurons tout intérêt à avoir des mutualisations et des transferts de compétence sinon, nous serons tous étranglés au niveau de la communauté comme au niveau des villages et des villes.

42. Présentation du plan de formation

M. MAURIN – La CASA est dotée d'un plan de formation annuel qui permet à la fois de recenser par le biais des entretiens d'évaluation, d'organiser puis de prioriser les besoins de la collectivité.

Les actions sont réalisées sous deux aspects. D'abord, il s'agit de mener un partenariat étroit avec le CNFPT (centre national de la fonction publique territoriale) dans le cadre d'un conventionnement annuel. En même temps, on ne s'interdit pas de déployer un plan de formation de la CASA et d'avoir recours à des prestataires extérieurs qui seraient retenus dans le cadre d'une procédure de marché public.

Le budget dédié à la formation pour l'année 2017 est identique à celui de l'année 2016. Il s'agit d'un budget principal de 100 000 € auquel se rajoute un budget spécifique de 40 000 € pour les agents de la direction Envinet, ce qui fait un total de 140 000 €.

Il s'agissait d'une information qui revêt un caractère obligatoire pour le conseil communautaire mais qui ne nécessite pas de vote.

43. Taux de promotion d'avancements

M. MAURIN – Le taux de promotion depuis 2008 à la CASA est fixé à 100 %. Cela signifie que lorsqu'un agent territorial réussit un examen interne ou une formation, ou bien qu'il est inscrit dans le processus d'avancement normal, nous avons choisi depuis 2008 de le positionner à 100 %, c'est-à-dire sans réserve. Aussi, il n'y aurait pas de choix entre deux agents arrivés à ce positionnement, les deux seraient nommés. Par conséquent, le taux de promus et de promouvables demeure à 100 %. Il est proposé, pour faciliter le déroulement de la carrière des agents, de conserver ce taux de 100 % pour les nouveaux gradés.

M. le Président – Je sou mets la proposition au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESEAU ENVIBUS

44. Amélioration de la vitesse commerciale du réseau Envibus – Création du titre de dépannage

Mme BIGORNE – Les tickets unitaires sur le réseau Envibus représentent en 2016 45 % des recettes mais seulement 24 % des voyages. Une personne qui voyage sur quatre utilise un ticket unitaire à bord des bus. Cela nous fait à peu près 1 500 000 tickets vendus, avec seulement 30 000 tickets vendus au sol. Vous aviez délibéré en décembre 2016 sur un principe de communication pour essayer d'améliorer ce taux de vente au sol. Nous avons eu une faible amélioration des résultats. Pour l'instant, nous n'avons pas modifié les tarifs, donc c'était peu incitateur. Le slogan était : « Allez plus vite, faites des économies, achetez votre titre de transport avant de monter dans le bus. »

Nous allons voir les conséquences sur l'offre de service. Nous avons pris un exemple réel qui est l'exemple de la ligne 8, la deuxième ligne du réseau qui part de Vallauris et qui va à Antibes. Le 10 janvier, cette ligne a mis environ 45 minutes pour aller de Vallauris à Antibes. Sur les soixante personnes qui sont montées à bord, dix-huit ont acheté un ticket unitaire. En considérant que chaque acheteur met en moyenne 20 secondes pour cela, nous aurions pu gagner six minutes. Par conséquent, les usagers seraient arrivés à 17h19 au lieu de 17h25. Cela leur fait gagner un peu de temps mais ce n'est pas le plus important.

Si l'on met 45 minutes de temps pour faire un parcours, avec un départ toutes les 15 minutes et huit bus sur la ligne, cela fait 112 départs proposés par jour. Si le parcours prend 39 minutes de temps, les six minutes gagnées à l'achat de titres étant déduites, il y aurait un départ toutes les 12 minutes, soit 140 départs sur la journée. Cela fait 70 départs dans chaque sens, donc à peu près 30 départs de plus sans modifier l'offre de service.

Par contre, si l'on maintenait les 45 minutes pour le parcours, il aurait fallu neuf bus et demi pour garder l'offre de service. Nous sommes actuellement confrontés sur ces lignes à devoir mettre des départs en plus parce qu'il y a beaucoup de monde qui prend le réseau, notamment sur les lignes structurantes. Cela fait des économies pour la collectivité puisqu'un bus, en coût d'exploitation et sans compter l'investissement, nécessite à peu près 200 000 € par an. Finalement, le fait d'améliorer la vitesse commerciale présente des avantages pour les clients puisqu'ils arrivent plus vite et qu'ils bénéficient d'une offre supplémentaire. La collectivité, elle, ne met pas de bus en plus, donc cela fait des économies induites. Enfin, si les bus s'arrêtaient moins aux arrêts, ils rejetteraient forcément moins de NOx (oxydes d'azote), donc l'environnement est préservé.

S'agissant du circuit de distribution pour acheter les titres, nous avons six agences de distribution : deux sur Antibes, une sur Sophia, une à Vallauris, une à Roquefort et une à Villeneuve-Loubet. Nous avons sept points de rechargement qui complètent le dispositif. A venir, nous attendons le site Internet et les applications mobiles Envibus. Par ailleurs, les petites communes affichent une volonté de vendre les tickets au sol. Le but de cette délibération, c'est d'avoir un ticket au sol à 1 € et un ticket de dépannage à 1,50 €. Nous pourrions proposer aux petites communes éloignées qui souhaitent vendre des tickets unitaires à 1 € au sol dans leur mairie de monter un dispositif ensemble.

D'autre part, les DAT représentent 9 % des ventes. Cela a pris de l'ampleur. Le prochain DAT sera installé à Vallauris dès que les travaux de l'îlot Helena seront terminés.

Une campagne a été menée suivant un long processus ; cinq mois ont été nécessaires pour inciter les gens à acheter les titres avant. Une deuxième campagne de communication, de cinq mois également, a été entamée depuis le mois de mai. Nous avons 1,5 million de contacts visuels par tous les biais que nous avons pu utiliser pour diffuser cette information.

M. OCCELLI – L'information majeure de ce soir, c'est la possibilité de recharger les titres sur Internet à partir du mois d'octobre. Nous sommes en train d'effectuer des tests de faisabilité. Nous pouvons également noter la possibilité pour les communes d'installer de nouvelles régies de recettes pour vendre les tickets à 1,50 €. C'est pour inciter les abonnés et les usagers à payer avant de monter dans le bus par tous les moyens que nous avons expliqué tout à l'heure.

M. le Président – Certes, il y a un petit côté décevant dans l'opération. On avait pris un pari avec Thierry OCCELLI et l'ensemble des services de faire une campagne. Nous avons intérêt à ce que les gens n'achètent plus le ticket dans le bus. Cela va plus vite. C'est bénéfique pour l'environnement. C'est moins cher, plus efficace. Puis, il y a une rotation supplémentaire.

Après cette campagne publicitaire dans les bus – *Nice matin* a fait un article dessus – nous avons baissé l'achat dans les bus de 1 %. Il faut se résoudre à considérer que l'argument financier est toujours le plus fort. Si vous achetez vos tickets par dix, vous le payez 80 centimes, donc même pas 1 €. Si vous achetez votre ticket à l'unité, c'est 1 €. Nous avons un tarif d'abonnement à 200 €, qui souvent est réduit à 100 €, ce qui est très inférieur à tout ce que l'on peut trouver dans le département ou ailleurs.

Nous allons essayer d'inciter d'une autre façon les personnes qui montent dans les bus à ne pas acheter leur ticket dans le bus. Pour cela, Thierry OCCELLI et l'ensemble des services – je les en félicite – ont développé une offre qui permet de le faire à travers une régie dans toutes les communes qui le souhaitent, une recharge sur Internet, un achat de ticket possible, un abonnement possible mais aussi des bornes qui sont mises aux points stratégiques.

Je n'espère pas avoir plus de recettes mais avoir moins d'achat dans les bus. Quand je vois l'argent déployé pour gagner six minutes sur la ligne 8... La dépense atteint des centaines de milliers d'euros. Nous aurions pu utiliser cet argent pour faire une voie de bus dédiée ou pour rendre le passage d'un rondpoint plus facile. En l'occurrence, il suffirait simplement que l'ensemble des usagers décide de ne plus prendre leur ticket à l'intérieur du bus. Il y a une petite incitation financière : 0,80 € si l'on achète par dix, 1 € à l'unité et 1,50 € à l'intérieur.

J'espère que nos six mois de campagne vont porter leurs fruits et que tout le monde sera persuadé du bienfondé de cette mesure. L'intérêt n'est pas d'augmenter les recettes mais de dissuader l'ensemble de nos concitoyens d'acheter le ticket à bord et de leur donner toutes les facilités pour cela.

M. OCCELLI – Nous restons de loin les moins chers dans le transport public sur le département.

M. le Président – Il s'agit de persuader tout le monde de prendre le bus et d'acheter son ticket avant.

M. OCCELLI – La nouvelle régie de recettes est intéressante, surtout pour les communes les plus éloignées des villes du littoral parce qu'ici à Antibes, Vallauris, Valbonne et Villeneuve-Loubet, nous n'avons aucun souci. Plus on s'éloigne, les personnes qui éprouvent la nécessité d'acheter un ticket ailleurs que dans le bus peuvent le faire dans les communes. Il suffit de s'organiser.

M. le Président – Cette délibération ne prendra effet qu'en octobre, cela laisse encore le temps de faire une campagne de dissuasion et d'incitation.

M. OCCELLI – Le visuel est en cours de campagne.

M. le Président – Il s'agit de faire en sorte que plus personne n'achète le ticket à bord à la fin de la campagne. Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

45. Organisation des transports entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA – Convention-cadre – Avenant n°2

M. OCCELLI – Cet avenant concerne la ligne 18 Vallauris – Cannes. C'est une ligne urbaine qui transporte aussi des lycéens. Le scolaire relève de la compétence du Département. Il s'agit d'une convention pour une participation départementale à hauteur de 70 000 € hors taxes sur cette ligne.

M. le Président – C'est bien que l'on arrive à s'entendre avec les communautés d'agglomération voisines pour trouver des lignes partagées. J'espère que cela avancera encore plus dans l'avenir.

Je sou mets la proposition au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

46. Convention-cadre relative à la tarification multimodale des autorités de transport des Alpes-Maritimes

M. OCCELLI – C'est une délibération qui fait suite à la dissolution du SYMITAM pour la répartition des recettes entre les AOT et les AOM, à savoir entre Métropole-Nice-Côte d'Azur, la CAPL, la CAPG, la CAF et la CASA.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

47. Répartition des coûts de la ligne Icilà d'Envibus secteur Sophia Antipolis – Convention tripartite entre la CASA, la région PACA et la communauté d'agglomération Cannes Pays de Lérins

M. OCCELLI – C'est la ligne de bus 27 D qui va de Mougins Font de l'Orme à la gare des Messugues Valbonne. C'est une répartition des coûts. C'est une ligne qui coûte 180 631 € hors taxes.

La répartition des coûts est de 50 % pour la CASA à hauteur de 90 315,55 €, 40 % pour la CAPL à hauteur de 72 252,44 € et 10 % pour la Région à hauteur de 18 063,11 €. Il vous est proposé la convention tripartite et d'autoriser M. le Président à la signer.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

48. Gamme tarifaire Envibus – Pass CFB – Année scolaire 2017-2018

M. OCCELLI – Il s'agit d'une reconduction. C'est une délibération que l'on prend chaque année pour les apprentis de cette école. En fait, c'est un tarif à 36 € pour l'année scolaire.

M. le Président – On approuve. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

49. Règlement intérieur des services de transport Envibus – Modification

M. OCCELLI – Cette délibération concerne la suite et l'effet de la navette des neiges. Nous avons eu un énorme succès sur cette navette des neiges sauf qu'elle fonctionne sur inscription. Cette année, beaucoup de gens s'inscrivaient mais ne venaient pas. Cela nous a parfois obligés à mettre parfois un deuxième bus sans en avoir véritablement l'utilité. On vous propose donc de modifier le règlement intérieur dans le sens de pénaliser les gens qui s'inscrivent et qui ne viennent pas pour avoir la possibilité de les radier de la réservation suivante.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

50. Semaine des transports publics – Promotion des actions développées par la CASA

M. OCCELLI – C'est une délibération classique, sauf qu'il y a une nouveauté cette année. On ne parle plus de gratuité dans cette semaine de la mobilité mais d'une mise à disposition à titre expérimental d'une navette sur l'espace de Sophia, notamment lors de la pause-déjeuner. C'est pour inciter les usagers des transports en commun à prendre une navette pour le déjeuner à midi. Cela va démarrer le 21 septembre, le jour du challenge de la mobilité pour durer quelques mois.

M. le Président – Bravo ! C’est une belle démonstration.

M. OCCELLI – Nous invitons tous les services de la CASA à participer à ce challenge de la mobilité comme l’année dernière lorsque nous avons eu le premier prix des collectivités et des entreprises des catégories de 100 à 499. Certains d’entre nous viendront même à vélo.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

51. Régie autonome Envibus – Désignation du directeur – Modification

M. OCCELLI – Cette délibération concerne une modification du service et la répartition du temps de travail de la directrice qui serait à 50 % sur la régie Envibus et à 50 % à la direction de la mobilité, des déplacements et transports.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s’abstient ?

- *Délibération adoptée à l’unanimité.*

RESEAU ENVINET

52. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d’élimination des déchets – Exercice 2016

M. le Président – Il y a une présentation brève, synthétique, démonstrative et qui va éveiller votre attention en cette fin de conseil.

M. MELE – C’est Olivier BERARD qui s’y colle pour la dernière fois en 2016 puisqu’en 2017, il s’investit dans sa nouvelle future compétence de l’eau, de l’assainissement et de la GEMAPI. Il part avec Guilaïne DEBRAS.

M. BERARD – Un peu plus de 168 000 tonnes de déchets sont globalement collectées et traitées sur l’ensemble du territoire. C’est légèrement moins qu’en 2015, donc on continue toujours à s’améliorer.

Ce qui a été marquant en 2016, c’est par exemple le développement de la collecte en porte-à-porte sur Tourrettes-sur-Loup, qui s’est poursuivi ensuite sur Châteauneuf et Le Bar-sur-Loup. Tout cela, c’est pour offrir un service de proximité et de qualité. Cela permet aussi parallèlement de baisser les fréquences de collecte, donc d’uniformiser et d’optimiser le service.

Après, nous avons eu l’ouverture de la déchetterie de Bézaudun-les-Alpes. Ainsi, nous continuons le maillage du réseau pour offrir le service et l’accès des déchetteries à tous les usagers ainsi qu’aux entreprises sur tout le territoire de la CASA. Début 2017, nous avons eu le renouvellement de la certification ISO 9001, ce qui montre que nous arrivons à maintenir la qualité sur l’ensemble de la direction Envinet.

Nous continuons toujours à avoir autant d'actions dans le domaine de la prévention et de la communication. En 2016, ce sont plus de 2 600 enfants qui ont été sensibilisés à la prévention et au tri des déchets dans plus de 100 classes primaires sur le territoire. En termes de communication engageante, nous avons été site pilote avec Eco-emballages, notamment sur Vallauris. Nous avons poursuivi ce mode de communication dans le cadre du plan d'amélioration de la collecte. Ainsi, 9 000 foyers se sont engagés en plus dans le geste de tri.

Les tonnages connaissent une tendance baissière, avec - 2,6 % sur les ordures ménagères. Les collectes sélectives continuent d'augmenter, notamment les emballages, le verre et les végétaux.

Par contre, nous avons noté une diminution dans les déchetteries. Cela s'explique par le fait qu'en 2015, nous avons eu une grosse augmentation du tonnage d'encombrants liés aux inondations. Nous retrouvons un tonnage normal en 2016. Les taux de valorisation restent très importants puisqu'entre la valorisation matière et la valorisation énergétique et organique, nous arrivons quasiment à valoriser tous les déchets qui sont collectés sur le territoire de l'agglomération.

Financièrement, ce qu'il faut retenir globalement, c'est que nous arrivons toujours aux mêmes dépenses et recettes, donc un peu plus de 3,7 millions en investissement et un peu plus de 35,5 millions en fonctionnement, qui sont toujours parfaitement équilibrées avec les recettes qui proviennent de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et les recettes qui proviennent des apports des usagers professionnels et particuliers en déchetterie. Cela représente un coût de fonctionnement de 195,81 € par habitant pour 2016.

Par rapport aux autres collectivités, la CASA affiche un taux de TEOM de 9,5 % que nous avons réussi à maintenir depuis trois ans maintenant. En comparaison, la métropole est supérieure à nous ; la CARF est largement supérieure ; Grasse est à 18,73 %. Nous pouvons être fiers de notre gestion des deniers publics et d'avoir un taux de TEOM à 9,5 % que nous allons continuer à maintenir. Merci beaucoup.

M. le Président – Merci Olivier. Bon vent ! Après tout, on peut dire bon vent quand quelqu'un quitte les ordures ménagères pour aller à l'eau et assainissement.

M. MELE – Je demanderais à tous les maires de publier ce rapport sur les sites internet. Les administrés sont friands de ce genre d'information. Cela nous permet, lors des réunions publiques ou autres, d'avoir des gens un peu plus sensibilisés et un peu plus avertis.

53. Règlement intérieur des déchetteries communautaires – Modification

M. MELE – Il s'agit d'un petit avenant au règlement intérieur. Actuellement, près de 40 000 particuliers et près de 3 500 professionnels adoptent nos déchetteries. Ainsi, nous éditons énormément de cartes gratuites. Par contre, nous avons énormément de pertes. Pour limiter ces pertes et pour sensibiliser les gens, nous vous proposons de faire payer la perte de ces cartes à hauteur de 15 €. Pourquoi 15 € ? Tout simplement parce que la trésorerie n'accepte pas les titres en dessous.

M. le Président – Ne perdez plus vos cartes gratuites. Ne les refilez pas aux copains parce que cela contribue aussi aux pertes fréquentes. Si vous la perdez, elle n'est plus gratuite, donc un peu de responsabilité dans ce monde.

Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

HABITAT/LOGEMENT

54. Réseau de santé précarité – Adhésion

Mme BLAZY – M. le Maire, mes chers collègues, ce réseau de santé précarité coordonne les actions menées par Parenthèse qui s'occupe des femmes victimes de violence, et la Plateforme qui s'occupe des familles en grande difficulté de trouver un logement. Le réseau accompagne également des personnes sans logement avec des problématiques de santé mentale. C'est pourquoi l'on nous demande d'adhérer gratuitement à ce réseau.

M. le Président – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Vous avez sur votre bureau le guide culturel. Je remercie le service « communication ». C'est un bon outil. Diffusez-le largement. Cela nous permet à la fois de faire la promotion de ce qui se passe dans chaque ville mais aussi dans le village voisin, ce qui est une très bonne chose.

La secrétaire de séance

Déborah MINEI

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Déborah Minei', with a stylized, cursive script.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_100
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès verbal du conseil communautaire du 26 juin 2017
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : c7yox5c

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_100-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_100
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Proc?s verbal du conseil communautaire du 26 juin 2017
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_100-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171009-CC_2017_100-DE-1-1_2.PDF